Congés des enseignants stagiaires

Congés pour raisons de santé				
Motif	Rémunération	Conditions/ Modalités	Justificatif(s)	Textes
Congé de Maladie Ordinaire - CMO	Durée maximale d'1 an 3 mois à plein traitement 9 mois à demi-traitement Le jour de carence n'est pas décompté en cas d'affection longue durée ALD ou un état résultant de la grossesse	Réintégration sur le précédent service à l'issue du congé	Les volets 2 et 3 de l'avis d'arrêt de travail ou les bulletins d'hospitalisation d'entrée et de sortie doivent être transmis dans les 48 h à l'établissement Sans justificatif fourni, la journée d'absence pour raisons médicales sera considérée comme une absence sans traitement	Articles 24, 24bis et 25 du décret n°94-874 du 7 octobre 1994 modifié Décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié Circulaire n°1711-34/CMS et 2B9 du 30 janvier 1989
Congé de Longue Maladie - CLM	1 an à plein traitement 2 ans à demi-traitement	Réintégration sur le précédent service à l'issue du congé après avis favorable du comité médical	Demande écrite à effectuer par le maître dès que possible et avant la fin du 3ème mois d'arrêt L'établissement transmet le dossier au service des affaires médicales de la DSDEN Se reporter à la liste des pièces demandées par le service des affaires médicales - DSDEN - du département d'affectation dont les justificatifs suivants : - Certificat du médecin traitant demandant le congé et précisant sa durée - Certificat médical (sous pli confidentiel) destiné au médecin expert. Préciser sur l'enveloppe destinée au médecin expert le nom, prénom, établissement d'affectation	Articles 24, 24bis et 25 du décret n°94-874 du 7 octobre 1994 modifié Décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié Arrêté du 14 mars 1986 relatif à la liste des maladies donnant droit à l'octroi des congés de longue maladie Circulaire n°1711-34/CMS et 2B9 du 30 janvier 1989
Congé de Longue Durée - CLD	3 ans à plein traitement 2 ans à demi-traitement	Arrêt de travail accordé pour l'une des cinq affections suivantes : - Tuberculose - Maladie mentale - Affection cancéreuse - Poliomyélite - Déficit immunitaire grave et acquis Réintégration de droit à l'issue du congé après avis favorable du comité médical	Demande écrite à effectuer par le maître dès que possible L'établissement transmet le dossier au service des affaires médicales de la DSDEN Se reporter à la liste des pièces demandées par le service des affaires médicales - DSDEN - du département d'affectation dont les justificatifs suivants : - Certificat du médecin traitant demandant le congé et précisant sa durée - Certificat médical (sous pli confidentiel) destiné au médecin expert. Préciser sur l'enveloppe destinée au médecin expert le nom, prénom, établissement d'affectation	Articles 24, 24bis et 25 du décret n°94-874 du 7 octobre 1994 modifié Décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié Circulaire n°1711-34/CMS et 2B9 du 30 janvier 1989
Congé pour Invalidité temporaire Imputable au service - CITIS	Maintien de l'intégralité du traitement Remboursement des honoraires médicaux et des frais entraînés par la maladie ou l'accident Durée maximale de 5 ans	Accident survenu pendant le temps de travail et sur le ou les lieux d'exercice de l'activité professionnelle Accident de trajet survenu entre le lieu du travail et le lieu de la résidence Accident survenu lors d'une activité prévue et organisée par la hiérarchie (déplacement pour le compte de l'établissement, stage, sorties d'élèves, voyages scolaires, etc...) Réintégration après consolidation Service protégé jusqu'à 12 mois consécutifs	Faire constater les lésions par un médecin dans les meilleurs délais, de préférence le jour même ou le lendemain de la date de l'accident Après visa du chef d'établissement, une déclaration d'accident de service doit être demandée et transmise au service chargé de la gestion des dossiers d'accident de service de la Direction des Services Départementaux dont relève l'établissement scolaire La DEEP du Rectorat doit être destinataire d'un exemplaire de l'arrêt de travail ; les arrêts de travail seront considérés comme accident du travail à la réception de l'accord émis par le comité médical départemental	Articles 24, 24bis et 25 du décret n°94-874 du 7 octobre 1994 modifié Article 21bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée Titre VI bis du décret 86-442 du 14 mars 1986 modifié

Congés des enseignants stagiaires

Congés pour maladie, handicap, dépendance d'un membre de la famille				
Motif	Rémunération	Conditions/ Modalités	Justificatif(s)	Textes
Congé de solidarité familiale	<p>Sans traitement</p> <p>L'agent peut bénéficier d'une allocation journalière d'accompagnement à domicile d'une personne en fin de vie</p> <p>Prolongation de stage</p>	<p>Accompagnement d'un proche en fin de vie Personne aidée : ascendant, descendant, frère, sœur, une personne partageant le domicile de l'agent ou ayant désigné l'agent comme sa personne de confiance</p> <p>Durée : en continue pour 3 mois maximum, renouvelables 1 fois ou de manière fractionnée (périodes d'au moins 7 jours consécutifs, dont la durée cumulée ne peut pas être supérieure à 6 mois) ou sous la forme d'un temps partiel à 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % pendant une période maximale de 3 mois, renouvelable 1 fois</p> <p>Aucune durée minimale de congé n'est exigée</p>	<p>Congé accordé de droit</p> <p>Pièces à joindre : Demande écrite qui doit indiquer : nom, prénom, numéro de sécurité sociale de la personne accompagnée et coordonnées de sa caisse de sécurité sociale nombre d'allocations journalières souhaitées s'il y a lieu, nom des autres bénéficiaires de l'allocation d'accompagnement et répartition des allocations journalières entre les bénéficiaires et attestation du médecin de la personne malade</p>	<p>Article 19bis du décret 94-874 modifié Article 34-9° de la loi du 11 janvier 1984 Guide des congés familiaux et temps partiels dans la fonction publique de mars 2017</p>
Congés liés à l'arrivée d'un enfant				
Motif	Rémunération	Conditions/ Modalités	Justificatif(s)	Textes
Congé de maternité	<p>Avec traitement</p> <p>Prolongation du stage mais titularisation à la date de la fin de la durée statutaire du stage</p>	<p>16 semaines (1er ou 2ème enfant) ou 26 semaines (à partir du 3ème enfant) 34 semaines (naissance gémellaire) 46 semaines (triplés et au-delà)</p> <p>Ces dispositions s'appliquent à tous les congés maternité (naissance de rang 1, 2, 3 ou d'un rang supérieur, naissances multiples)</p> <p>Réintégration sur le précédent service à l'issue du congé</p>	<p>Déclaration de grossesse / certificat médical L'exemplaire destiné à l'employeur doit être transmis à l'établissement avant la fin du 4ème mois</p>	<p>Article 22 du décret 94-874 du 7 octobre 1994 modifié Cirulaire FP/4 BUD n°1864 du 9 août 1995 Guide des congés familiaux et temps partiel dans la fonction publique de mars 2017</p>
Congé d'adoption		<p>1er et 2ème enfant : 10 semaines A partir du 3ème enfant : 18 semaines Adoptions multiples : 22 semaines</p>	<p>A partir de la date d'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou dans les 7 jours qui précèdent son arrivée.</p> <p>courrier S/c du chef d'établissement et justificatif de l'adoption (copie de l'agrément en vue de l'adoption d'un enfant pupille de l'Etat ou étranger et copie du document attestant de l'arrivée de l'enfant au foyer) et attestation sur l'honneur du conjoint précisant qu'il ne bénéficie pas d'un congé d'adoption pendant cette même période</p>	
Congé de paternité ou d'accueil de l'enfant		<p>25 jours calendaires pour une naissance unique dont : 4 jours à prendre immédiatement après les 3 jours de congé de naissance 21 jours fractionnables à prendre dans les 6 mois suivant la naissance</p> <p>32 jours calendaires en cas de naissances multiples (4 jours + 28 jours)</p> <p>Si l'enfant est immédiatement hospitalisé après sa naissance dans une unité de soins spécialisée, la période de congé de 4 jours consécutifs peut être prolongée, pendant la durée de l'hospitalisation, dans la limite de 30 jours consécutifs</p> <p>Réintégration sur le précédent service à l'issue du congé</p>	<p>Demande à formuler au moins 1 mois avant la date de début du congé Courrier S/c du chef d'établissement</p> <p>Justificatif : acte de naissance, livret de famille ou acte de reconnaissance de l'enfant</p>	

Congés des enseignants stagiaires

Congé pour grossesse pathologique	Avec traitement	14 jours au maximum Congé assimilé au congé de maternité Il peut être pris à tout moment de la grossesse, dès lors que celle-ci a été déclarée	Avis d'arrêt de travail (imprimé CERFA) avec case "cas en rapport avec un état pathologique résultant de la grossesse" cochée	Circulaire FP/4 BUD n°1864 du 9 août 1995 relative au congé de maternité ou d'adaptation et autorisations d'absence liées à la naissance pour les fonctionnaires et agents de l'Etat Guide des congés familiaux et temps partiels dans la fonction publique de mars 2017
Congé de présence parentale	Sans traitement L'agent peut bénéficier d'une allocation journalière de présence parentale AJPP	310 jours ouvrés maximum sur une période de 36 mois pour un même enfant et une même pathologie Décompte à partir de la 1ère période de congé Le congé peut être fractionné ou pris sous la forme d'un temps partiel Réintégration sur le précédent service à l'issue du congé	Justificatif : certificat médical attestant la pathologie de l'enfant et la nécessité de présence et de soins (par période de 6 mois) Demande à effectuer au moins 15 jours avant le début du congé. En cas d'urgence liée à l'état de santé de l'enfant, le congé débute à la date de la demande (transmission sous 15 jours du certificat) La demande de congé parental est à effectuer via la téléprocédure sur Démarches Simplifiées	Article 40bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée Article 21bis du décret 94-874 modifié Décret n°2006-536 du 11 mai 2006 Circulaire FP/3 n°1030 du 11 juillet 2006 Guide des congés familiaux et temps partiels dans la fonction publique de mars 2017
Congé parental	Sans traitement L'agent peut bénéficier de la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE)	Accordé après la naissance ou l'adoption d'un enfant jusqu'aux 3 ans de l'enfant Pour les situations particulières : se reporter aux articles du code général de la fonction publique Le congé parental est accordé par périodes de 2 à 6 mois renouvelables	Demande à présenter au moins 2 mois avant le début du congé Demande de renouvellement à présenter 1 mois au moins avant la fin de la période de congé parental en cours En l'absence de demande de renouvellement dans ce délai, il est automatiquement mis fin au congé La demande de congé parental est à effectuer via la téléprocédure sur Démarches Simplifiées	Article 21 du décret 94-874 modifié Titre VII du décret n°85-986 du 16 septembre 1986 modifié Guide des congés familiaux et temps partiels de mars 2017
Congés divers				
Motif	Rémunération	Conditions/ Modalités	Justificatif(s)	Textes
Congé pour suivre soit un cycle préparatoire à un concours donnant accès à un emploi public de l'état, des collectivités territoriales, soit une période probatoire ou une période de scolarité préalable à une nomination dans l'un de ces emplois	Sans traitement Réintégration de droit à l'issue du congé	Accordé pour la durée du stage ou de la scolarité		Article 20 du décret 94-874 modifié
Accomplissement des obligations de service national	Sans traitement	Réintégration sur le précédent service		Article 18 du décret 94-874 modifié
Accomplissement d'une période d'instruction militaire obligatoire	Avec traitement			